

COMITÉ DE RÉPARTITION DE L'ACTIF AGF

T3-2024

Perspectives trimestrielles et composition du portefeuille modèle

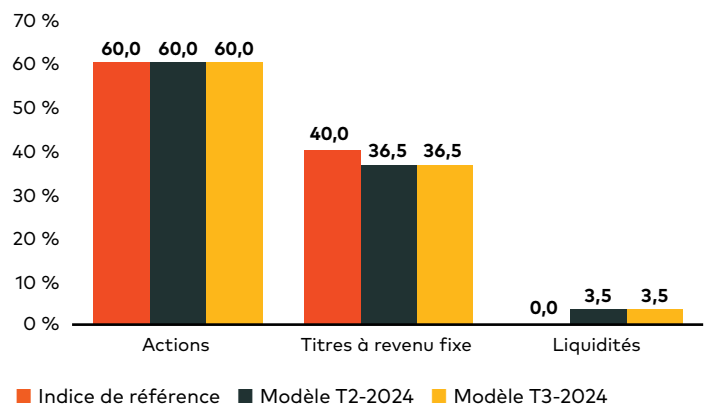
Répartition de l'actif

Le Comité de répartition de l'actif AGF continue de préférer les actions aux titres à revenu fixe, car l'économie affiche des signes de progrès relativement à la gestion de l'inflation et que les perspectives économiques mondiales s'assombrissent.

Pendant la période visée, la croissance économique est restée positive, propulsée par l'élan du trimestre précédent. Les banques centrales ont encore fait état de l'inflation et pesé les décisions de baisses des taux, alors que les espoirs d'un atterrissage en douceur se multiplient. Les actions ont été plus volatiles au début du trimestre en raison d'une inflation plus forte que prévu, mais les craintes se sont atténuées par la suite, car les données ont démontré un fléchissement de l'inflation et que les marchés boursiers mondiaux se sont redressés.

Ce trimestre, la surpondération des actions a été légèrement réduite pour passer à 61 %, ces actifs ayant été réaffectés aux liquidités. Le Comité continue de sous-pondérer les titres à revenu fixe vu leurs perspectives de rendements plus modérés que les actions, ainsi que l'inversion de la courbe de rendement qui signifie que les obligations à long terme sont relativement moins intéressantes si les baisses de taux ne sont pas énergiques. La petite pondération en liquidités a augmenté à 3 %, afin d'atténuer un peu la volatilité.

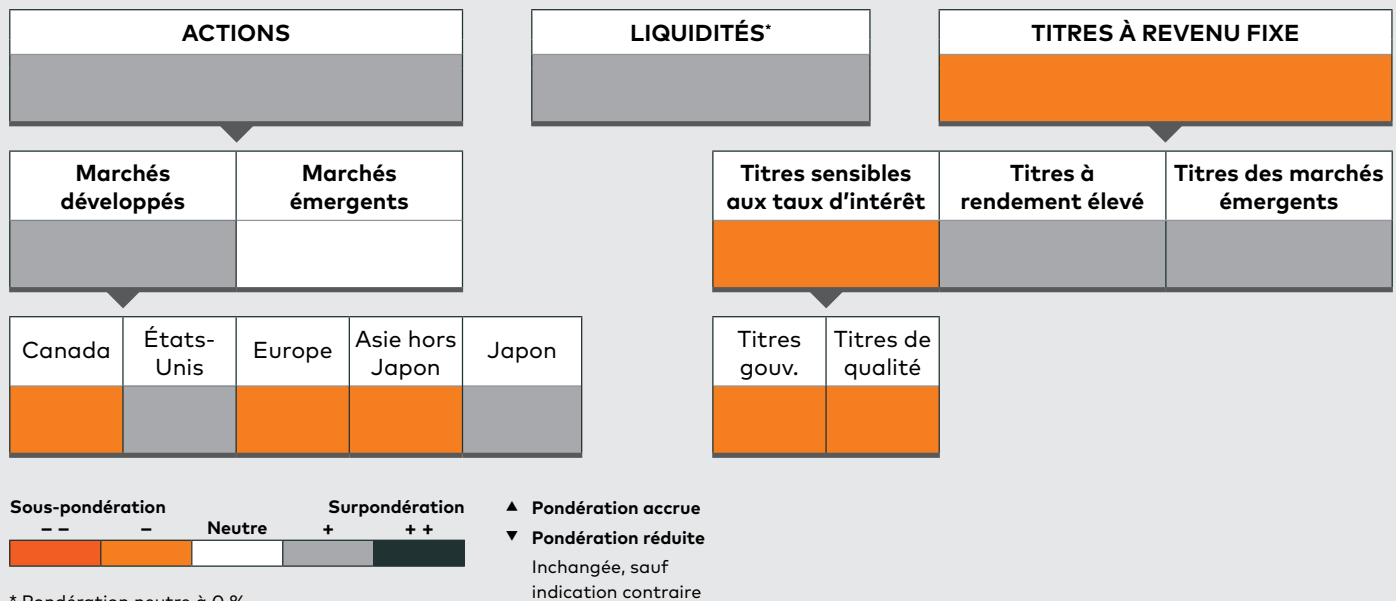
FIGURE 1 : Répartitions de l'actif



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 juin 2024.

Indice de référence : 10 % indice agrégé Bloomberg – Obligations canadiennes; 25 % indice agrégé Bloomberg – Obligations mondiales; 2,5 % indice de RG Master II Bank of America/Merrill Lynch – Obligations américaines à rendement élevé; 2,5 % indice de RG JP Morgan – Obligations des marchés émergents; 16,5 % indice composé de RG plafonné S&P/TSX; 24,2 % indice de RG S&P 500; 9,3 % indice MSCI Europe; 3,5 % indice MSCI Japon; 1,7 % indice MSCI Pacifique (hors Japon); 4,8 % indice MSCI Marchés émergents.

Perspectives des marchés T3-2024 – reflets dans le portefeuille



Actions

- Les actions demeurent légèrement surpondérées, dans la foulée de bénéfices encourageants et d'une conjoncture financière favorable.
- Les marchés développés sont en surpondération et les marchés émergents sont neutres.
- Les marchés américains demeurent résilients et sont soutenus par la vigueur, quoiqu'affaiblie, de la consommation et par la possibilité de taux inférieurs; mais, ils se sont considérablement appréciés et pourraient avoir besoin d'absorber ce vent d'optimisme.
- Le Canada reste vulnérable en raison du manque d'accessibilité à des logements abordables et de l'endettement des consommateurs. Cette situation est quelque peu contrebalancée par les améliorations dans les secteurs de l'énergie, des matériaux et de la finance.
- L'Europe continue d'être touchée par les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine et aux menaces pesant sur le secteur de l'énergie. La faiblesse du secteur manufacturier, la décélération du secteur des services et les changements d'ordre politique assombrissent davantage les perspectives économiques de l'Europe.
- Le ralentissement de la croissance mondiale pourrait continuer d'influer sur les marchés de la région Asie-Pacifique (hors Japon), contrebalancé en partie par la possibilité de mesures de relance supplémentaires de la part de la Chine.
- Selon nous, l'engagement de la Banque du Japon à l'égard d'une politique expansionniste stimule les perspectives du marché ainsi que les valorisations relatives. De plus, le Japon tire parti de sa forte exposition au secteur manufacturier, en raison de

l'adaptation des chaînes d'approvisionnement mondiales et des réformes en cours dans les sociétés.

Titres à revenu fixe

- La persistance de l'inflation, bien que modérée, assombrit toujours les perspectives des obligations souveraines malgré la position plus conciliante de la Réserve fédérale et la décélération de la croissance économique.
- L'inversion actuelle de la courbe de rendement diminue la possibilité de voir les rendements des obligations à long terme reculer (et les prix remonter) même si l'inflation et la croissance continuent de se refroidir, à moins que les banques centrales n'assouplissent plus rapidement et de manière plus marquée leurs politiques.
- Les rendements des obligations de sociétés restent intéressants si l'économie évite de sombrer en récession et si les flux de trésorerie se maintiennent. Cependant, les écarts restent légèrement inférieurs aux niveaux historiques, ce qui atténue les perspectives.
- Les obligations des marchés émergents peuvent générer des rendements plus élevés et offrir une diversification accrue, mais ces titres sont plus sensibles aux ralentissements de la croissance tout comme aux fluctuations monétaires.

Liquidités

- Les liquidités sont encore en surpondération afin de continuer d'atténuer l'impact de la volatilité. À court terme, les rendements des liquidités devraient rester concurrentiels en regard de ceux des obligations, mais un cycle d'assouplissement progressif pourrait modifier cet équilibre.

Répartition des actions

Le Comité a légèrement réduit la surpondération des actions. Il continue de préférer les actions des marchés développés (MD) à celles des marchés émergents (ME), mais toutes ces actions priment les titres à revenu fixe.

Du fait que les pressions inflationnistes s'atténuent et que tous les indicateurs montrent que l'économie américaine commence à ralentir, la Réserve fédérale (*Fed*) a adopté un ton plus conciliant ce trimestre. Bien que les responsables de la *Fed* continuent de se montrer favorables à des baisses des taux d'intérêt plus tard cette année et de débattre du nombre et du moment de ces baisses, ils ont indiqué vouloir observer plus de progrès en ce qui a trait à l'inflation. Ce trimestre, la *Fed* n'a pas touché aux taux, prolongeant ainsi la pause – il s'agit de la deuxième pause la plus longue jamais enregistrée après celle de 2006-2007. Dès lors, le marché a actualisé un éventail réduit de résultats par la *Fed*. Les teneurs de marché ont repoussé le calendrier des baisses de taux lorsque les données sur l'inflation, plus élevée que prévu, ont été publiées au milieu du trimestre. De nombreux analystes s'attendent à ce que la *Fed* réduise les taux d'intérêt en septembre.

Au cours de la période visée, les indices boursiers ont continué d'enregistrer des rendements positifs. Un rapport terne sur l'indice des prix à la consommation (IPC) et des données anémiques quant aux ventes au détail indiquent que l'inflation et la croissance de la consommation ont ralenti. Les données sur l'inflation publiées en juin relatent que l'IPC de base se chiffrait à 0,16 %, d'un mois sur l'autre en mai. Ce résultat est plus faible que prévu et se révèle comme étant la valeur la plus basse depuis août 2021. Les données sur les dépenses personnelles de consommation (DPC) publiées plus tard dans le mois ont contribué à confirmer la tendance désinflationniste, la valeur d'un mois sur l'autre des DPC de base en mai atteignant son plus bas niveau depuis novembre 2020.

Aux É.-U., le taux de chômage a augmenté un peu pour s'établir à 4,1 %, mais il demeure inférieur à ses niveaux historiques et continue d'épauler le consommateur américain. Pendant cette période, la vigueur des bénéfices a étayé les actions, les sociétés américaines dépassant les estimations consensuelles de 4 % en moyenne. Ainsi, le Comité a conservé la surpondération des actions américaines, compte tenu de cette évolution positive et d'autres facteurs.

En mars, la Banque du Japon a mis fin à sa politique de taux d'intérêt négatifs en majorant ses taux pour la première fois depuis 17 ans. Du fait de perspectives économiques difficiles pour le Japon et de la dévaluation du yen, le nouveau gouverneur de la Banque centrale du Japon, Kazuo Ueda, reste déterminé à relever lentement les taux dans les mois à venir. Les évaluations des actions continuent d'être soutenues par les rachats d'actions ainsi que par les versements de dividendes, les sociétés affectant des capitaux de façon à favoriser les actionnaires. À la lumière

de ces développements positifs, le Comité a maintenu la surpondération des actions japonaises.

Au Canada, les résultats décevants du produit intérieur brut (PIB) pour le premier trimestre ont incité la Banque du Canada (BdC) à devenir la première banque centrale d'un pays du G7 à réduire ses taux d'intérêt. L'économie canadienne a enregistré un taux de croissance annualisée de 1,7 %, contre un résultat attendu de 2,8 % par la BdC. Par conséquent, cette dernière a abaissé son taux de 25 points de base, portant le taux du financement à un jour à 4,75 %.

Cependant, les consommateurs canadiens subissent toujours des pressions puisque leurs coûts d'emprunt restent élevés, surtout après les renouvellements des prêts hypothécaires qui resserrent davantage les budgets des propriétaires. Des consommateurs endettés, un taux de chômage élevé et un secteur de l'immobilier mis à mal continuent de plomber le Canada. Ainsi, les analystes estiment que la BdC réduira encore deux fois les taux cette année. Le Comité a donc décidé de continuer de sous-pondérer les actions canadiennes.

La Banque centrale européenne (BCE) a emboîté le pas de la BdC en abaissant son taux de 25 points de base pendant la période visée, portant le taux du financement à un jour à 3,75 %. La banque centrale a également précisé que les prochaines réductions de taux seront tributaires des données, alors qu'elle continue de surveiller les indicateurs économiques. Néanmoins, les perspectives de taux d'intérêt inférieurs ont de nouveau poussé les investisseurs à l'optimisme.

Dans l'ensemble, les pressions économiques à l'échelle mondiale persistent, l'Allemagne, la plus grande économie de la zone euro, étant déjà en récession. Le conflit en cours en Ukraine de même que les élections en France et au R.-U. ont renforcé l'incertitude des investisseurs au cours de la période. Au R.-U., le logement reste un problème, étant donné que les taux d'intérêt élevés ont freiné la demande et que les coûts de construction ont augmenté. En France, les actions ont chuté et les écarts de crédit se sont creusés après l'annonce d'une élection surprise par le président Emmanuel Macron. La deuxième plus grande économie d'Europe était anxieuse à la fin du trimestre, car le parti du Rassemblement national, avec sa dirigeante d'extrême droite Marine Le Pen, est arrivé en tête après la première phase du scrutin. Les évaluations de l'Europe, en regard de celles des marchés mondiaux, demeurent plutôt intéressantes. Le Comité a légèrement accru la sous-pondération de l'Europe, compte tenu des perspectives de croissance toujours anémiques.

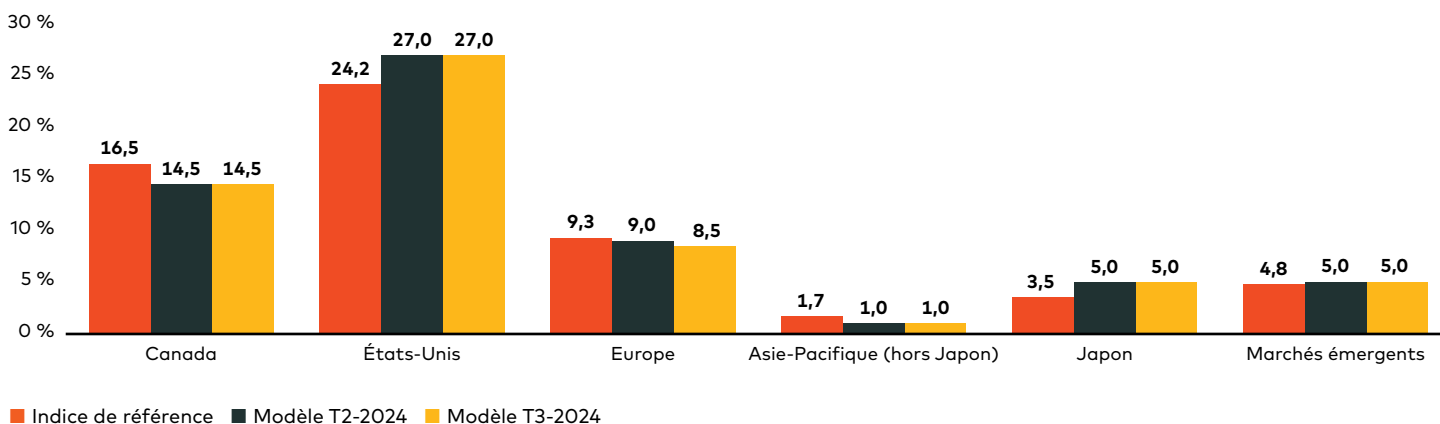
Le Comité continue également de sous-pondérer les actions de la région Asie-Pacifique (hors Japon). Au cours du trimestre, l'indice MSCI Asie-Pacifique (hors Japon) a progressé, mais la croissance de Hong Kong reste atone et les problèmes persistent dans le secteur du logement. En Australie et en Nouvelle-

Zélande, les taux d'intérêt et d'inflation élevés nuisent toujours à la consommation et à l'investissement.

En dépit d'une politique monétaire accommodante, la Chine peine à dynamiser sa croissance, le PIB étant en deçà de l'objectif du

gouvernement. Le Comité estime que la Banque populaire de Chine devra prendre de nouvelles mesures afin de stimuler son économie. La pondération des ME reste neutre, compte tenu des difficultés persistantes rencontrées par la deuxième économie mondiale relativement à sa croissance.

Figure 2 : Répartition des actions



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 juin 2024.

Indice de référence : 16,5 % indice composé de RG plafonné S&P/TSX; 24,2 % indice de RG S&P 500; 9,3 % indice MSCI Europe; 3,5 % indice MSCI Japon; 1,7 % indice MSCI Pacifique (hors Japon); 4,8 % indice MSCI Marchés émergents.

Répartition des titres à revenu fixe

Le Comité a maintenu sa sous-pondération des titres à revenu fixe, car la croissance économique mondiale a présenté des signes de stabilisation, le secteur des services compensant la faiblesse de l'industrie manufacturière. De nombreuses banques centrales des MD ont commencé à réduire leurs taux au T2, y compris la BCE et la BdC. Bien que le risque de récession ne se soit pas estompé, notamment au Canada et en Europe, le Comité croit que la croissance relativement vigoureuse des É.-U. continue de reporter ce scénario pour le moment.

Par conséquent, la pondération des obligations américaines à rendement élevé est restée supérieure à neutre et a été légèrement réduite pour le T3. Le Comité estime que les finances des sociétés restent suffisamment solides pour soutenir le marché de « détachement des coupons » des obligations à rendement élevé. Ce trimestre, les écarts de crédit ont continué de se resserrer, ce qui cadre avec la croissance économique relativement robuste.

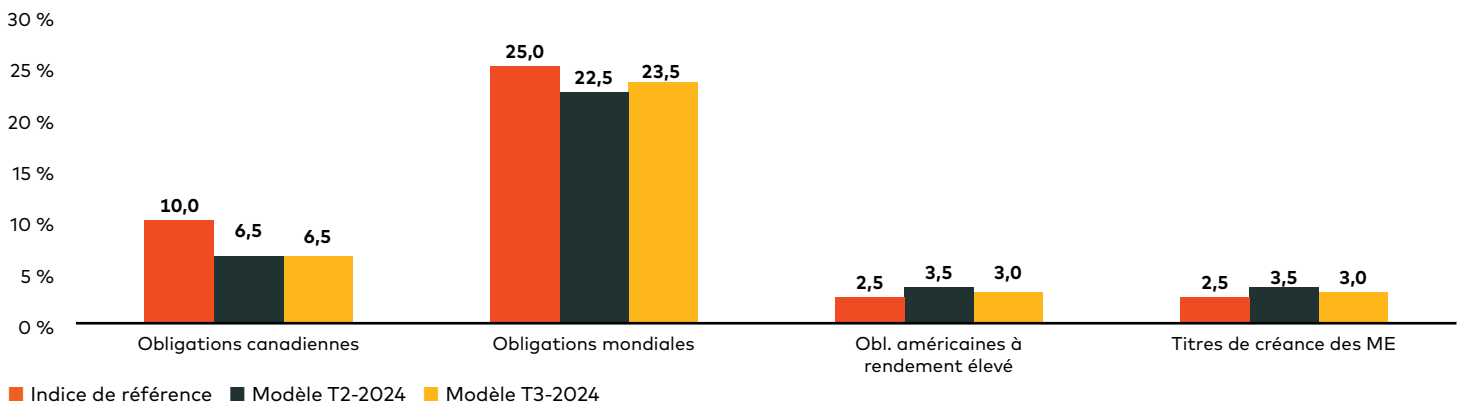
Les marchés obligataires mondiaux ont été malmenés au T2. Les rendements ont continué d'augmenter, à la suite de données mixtes quant à l'inflation et de résultats politiques surprenants en Europe et en Amérique latine, rehaussant la volatilité sur ces marchés respectifs. Néanmoins, avec les cycles de réduction des taux en cours en Europe et au Canada, ainsi que la perspective de baisses semblables aux É.-U., le Comité a décidé d'accroître la ventilation des obligations mondiales de 100 points de base (pdb), tout en y conservant une position sous-pondérée. Le Comité sous-pondère toujours les obligations du gouvernement du Canada vu des

rendements relatifs inférieurs et des rendements obligataires à long terme comparativement peu intéressants compte tenu de la forte inversion de la courbe de rendement.

Les écarts de taux des ME ont également continué de se resserrer au T2, étayant la performance des obligations souveraines et de sociétés des ME libellées en monnaies fortes. Le Comité prévoit un autre recul modéré des rendements au cours de la prochaine année. Les banques centrales des ME, comme celles d'Amérique latine, ont été plus promptes à relever et à diminuer leurs taux que leurs homologues des MD – certaines décélérant le rythme de leurs baisses ces derniers mois, car des signes laissent entendre que l'inflation commence à se raviver. Toutefois, la menace d'un ralentissement de la croissance pourrait à nouveau exercer des pressions sur les rendements.

Le Comité a augmenté la surpondération des liquidités en regard de l'indice de référence, car celles-ci procurent un coussin au portefeuille et aident à le protéger contre la volatilité. Les taux des liquidités sont intéressants, surtout aux É.-U. où la Fed n'a pas encore réduit ses taux, même si le Comité estime que cet attrait relatif diminuera avec les baisses de taux à venir. Le Comité demeure également ouvert à l'utilisation de placements non traditionnels dans les portefeuilles. Ces placements sont inclus afin d'améliorer la diversification et le profil risque-rendement.

FIGURE 3 : Répartition des titres à revenu fixe



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 juin 2024.

Indice de référence : 10 % indice Bloomberg Canada Aggregate Bond / 25 % indice Bloomberg Global Aggregate Bond / 2,5 % indice Bank of America / Indice Merrill Lynch U.S. High Yield Master II Total Return / 2,5 % indice JPMorgan EMBI Global Total Return

Revue de l'économie – T2-2024

L'intensification de l'instabilité politique a marqué le T2-2024, et ce, tant sur les MD que sur les ME. Bien que la croissance reste relativement solide, le PIB des États-Unis décélère depuis la fin de 2023. Certaines banques centrales ont décidé de ne pas réduire leurs taux en raison de données mixtes quant à l'inflation. Des baisses de taux ont néanmoins été observées dans des pays du G10 au T2, la Suède prenant la tête en mai, suivie par le Canada et par l'Union européenne au début juin. La Fed et la Banque d'Angleterre n'ont pas encore touché à leurs taux d'intérêt, mais l'évolution positive récente des tendances sous-jacentes vis-à-vis de l'inflation, la progression du taux de chômage et le ralentissement de la croissance ont consolidé la poussée déflationniste ainsi que la possibilité de diminutions de taux dans les mois à venir.

Les dépenses de consommation américaine ont subi des pressions, car les épargnes accumulées pendant la pandémie semblent épuisées. La conjoncture est demeurée avantageuse ce trimestre, malgré la légère hausse des rendements du Trésor. Le bon du Trésor américain à dix ans s'établissait à 4,2 % au début du trimestre, puis a grimpé à 4,7 % en avril pour terminer le trimestre à 4,4 %.

Aux É.-U., le PIB réel, qui mesure le PIB moins l'inflation, a affiché un taux annuel de 1,4 % pour le T1-2024, soit un repli important par rapport à 3,4 % au T4-2023. Le taux de chômage a augmenté à 4,1 % au T2; il s'agit du taux le plus élevé depuis novembre 2021 et d'un taux légèrement supérieur à celui d'avant la pandémie. L'indice des prix à la consommation (IPC) a continué de regresser

ce trimestre, chutant à 3 % en juin, son niveau le plus bas depuis un an. Cette baisse est attribuable au recul des prix de l'essence, qui a plus que compensé les hausses des coûts du logement, ainsi qu'à une diminution des coûts de transport. L'inflation de base a ralenti, passant de 3,6 % en avril à 3,3 % en juin.

À la fin du T2, la divergence entre les rendements de l'indice S&P 500 et ceux de l'indice S&P 500 équilibré a continué de se creuser, les sociétés en lien avec l'intelligence artificielle et d'autres connexes à la technologie reprenant la position de tête. L'indice S&P 500 équilibré comprend les mêmes actions que l'indice S&P 500 pondéré en fonction de la capitalisation boursière, mais chaque action reçoit une pondération fixe de 0,2 %. Malgré la reprise générale, l'écart n'a pu être réduit en raison de la ventilation considérable des titres technologiques sur le marché. Pour le cumul de l'année (CDA), la divergence est restée importante au T2, l'indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière ayant terminé le trimestre à 4,28 %, contre -2,63 % pour l'indice équilibré, élargissant l'écart de près de sept points de pourcentage sur trois mois et de plus de dix points de pourcentage pour le CDA.

L'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 1,7 % au T1-2024, soit un regain par rapport à son résultat nul pour le T4-2023. Elle a commencé le T2 en force en enregistrant une poussée de 0,3 % d'un mois sur l'autre en avril, qui a été suivie d'une croissance anémique de seulement 0,1 % en mai. Les dépenses accrues des ménages pour des services ont été le principal facteur contribuant à la hausse du PIB, tandis que le ralentissement

de l'accumulation de stocks a modéré la croissance dans son ensemble. Le dollar canadien s'est déprécié en regard de la plupart des principales devises, le yen étant l'exception. Bien qu'il demeure au-dessus du taux cible de la BdC de 2 %, le taux d'inflation a fléchi au cours de la dernière année. Ainsi, la BdC a réduit son taux d'intérêt de 25 pdb pour le porter à 4,75 % lors de sa réunion de juin. Toutefois, les données du T2 ont été quelque peu mixtes, le taux d'inflation ayant grimpé à 2,9 % en mai, après avoir reculé à 2,7 % en avril et atteint un plancher en trois ans. Malgré un taux d'inflation plus élevé que prévu, le taux de chômage a continué de monter, se chiffrant à 6,4 % en juin et soulignant la pression constante exercée sur le marché du travail.

Du fait d'une inflation supérieure à son taux cible de 2 % depuis plus de deux ans, la Banque du Japon (BdJ) a mis fin à huit années de taux d'intérêt négatifs au T1, après des indications plus marquées du retour de l'inflation à un niveau sain. La BdJ a fixé le taux directeur dans une fourchette de 0 à 0,1 % et a abandonné le contrôle de la courbe de rendement; mais, elle a aussi déclaré qu'elle maintiendrait une conjoncture financière accommodante pour le moment. Le taux d'inflation, mesurée par l'IPC, est demeuré dans une fourchette de 2,5 à 2,8 % ce trimestre et les attentes restent élevées. En juin, le yen a dégringolé, chutant à son niveau le plus bas depuis plus de 30 ans par rapport au dollar américain. En dépit de ce changement historique de politique, la BdJ a adopté un ton optimiste.

Entre-temps, la BCE a réduit son taux d'intérêt directeur de 25 pdb lors de sa réunion de juin. Le taux d'inflation a reculé pendant la période visée et s'est établi à 2,5 % en juin, les prix des denrées alimentaires, de l'alcool, du tabac et de l'énergie ayant augmenté moins rapidement. Le taux d'inflation de base a également diminué, atteignant 2,9 % en juin. Des résultats surprenants au Parlement européen et en France ont eu un impact sur les marchés européens en juin, attirant l'attention sur la croissance future et sur les déficits budgétaires insoutenables. Toutefois, la BCE continue de faire appel à une approche axée sur les données, et surveille attentivement les pressions exercées sur les prix intérieurs, qui sont restés élevés au cours des derniers mois.

Au T2, la Chine en a surpris plus d'un avec l'annonce du fléchissement de sa croissance économique, son PIB n'étant pas à la hauteur des attentes. Le secteur de la consommation n'a pas été rentable, et les ventes ont atteint un creux de 18 mois compte tenu de tendances déflationnistes. En dépit de la politique monétaire expansionniste de la banque centrale, le PIB n'a progressé que de 4,7 %.

Les rendements des ME ont différé considérablement selon les régions, avec des variations notables entre plusieurs pays, comme l'Inde et l'Afrique du Sud, qui se sont démarqués. Les écarts entre les titres souverains se sont fortement rétrécis ce trimestre, devançant le resserrement au sein des MD, dans la mesure où la croissance robuste des É.-U. a donné un coup de main.

Les rendements des indices obligataires des ME ont été partagés, les obligations émises à l'étranger et de sociétés des ME ayant surclassé celles des ME libellées en monnaies locales, en dollars américains. Des fluctuations de change ont nui à de nombreuses monnaies des ME, le Brésil et le Mexique affichant d'importantes contreperformances sous l'effet de revers politiques et monétaires.

En général, les tendances désinflationnistes du T1 se sont poursuivies, avec quelques divergences entre les économies des MD. L'inflation a continué de fléchir en Europe et au Canada, tandis que la croissance de l'économie américaine a rendu plus difficile l'atteinte du taux d'inflation cible pour la Fed. Le Comité reste vigilant quant au risque de résurgence de l'inflation, car de nouvelles tensions géopolitiques pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement fragiles et les marchés pétroliers. De plus, l'importante reprise des marchés au premier semestre de 2024 pourrait signifier des rendements plus modérés cet été, une période historiquement calme pour les marchés. Aux É.-U., même si les données récentes sur l'inflation sont encourageantes, la Fed a choisi d'être prudente et d'attendre d'autres preuves avant d'entamer officiellement son cycle de baisse des taux, qui pourrait s'enclencher dès septembre. Alors que les banques centrales des MD commencent à peine à majorer leurs taux, certaines banques centrales des ME adoptent la position contraire et ralentissent le rythme de leur réduction des taux, car les signes d'une remontée de l'inflation commencent à s'accumuler au sein de leurs économies respectives.

Comité de répartition de l'actif AGF

Le Comité de répartition de l'actif AGF est formé de professionnels chevronnés en matière d'investissement, spécialisés dans divers secteurs des marchés mondiaux des obligations et des actions. Chacun donne son point de vue sur les risques et les occasions, formulant les perspectives pertinentes à ses catégories d'actif respectives, pour obtenir une répartition de l'actif optimale. Cette approche descendante permet d'orienter les pondérations pour certains portefeuilles AGF. Le positionnement décrit dans le présent document peut ne pas s'appliquer à tous les produits ou services offerts par AGF.



Pour de plus amples renseignements sur le Comité de répartition de l'actif AGF, visitez le site AGF.com.

Sauf indication contraire, toutes les données sont tirées de Bloomberg ou de Placements AGF au 30 juin 2024.

Des commissions de vente, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur ne se reproduira pas nécessairement.

Les commentaires que renferme le présent document sont fournis à titre de renseignements d'ordre général disponibles au 30 juin 2024 et ne devraient pas être considérés comme des conseils exhaustifs en matière de placement applicables à la situation d'une personne en particulier. Nous avons pris les mesures nécessaires pour nous assurer de l'exactitude de ces commentaires au moment de leur publication, mais cette exactitude n'est pas garantie. Les conditions du marché peuvent changer et Placements AGF n'accepte aucune responsabilité pour des décisions de placement prises par des individus et découlant de l'utilisation ou sur la foi des renseignements contenus dans ce document.

Les placements peuvent changer et ne représentent pas tous les titres achetés, vendus ou recommandés pour le portefeuille. Il ne faut pas supposer que les placements dans les titres mentionnés ont été ou seront rentables et ces références ne doivent pas être considérées comme des recommandations de Placements AGF.

Le présent document peut contenir des renseignements prospectifs qui reflètent nos attentes ou nos prévisions actuelles d'événements futurs. Les renseignements prospectifs sont intrinsèquement assujettis, entre autres, aux risques, aux incertitudes et aux hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans le présent document.

Le document est présenté à des fins d'information générale et d'éducation seulement. Il ne s'agit pas d'une recommandation concernant un produit, une stratégie ou une décision de placement en particulier, et le document ne vise pas à suggérer de prendre une mesure quelconque ou de s'en abstenir. Il ne vise pas à répondre aux besoins, à la situation et aux objectifs d'un investisseur en particulier. Ces renseignements ne constituent pas des conseils fiscaux ou juridiques. Les investisseurs devraient consulter un conseiller financier ou un fiscaliste avant de prendre des décisions concernant l'investissement, la finance ou l'impôt.

Les renseignements fournis par MSCI sont réservés à un usage interne. Ils ne peuvent être reproduits ni rediffusés sous quelque forme que ce soit et ne peuvent être utilisés pour créer des instruments, des produits ou des indices financiers. Aucun des renseignements fournis par MSCI n'est destiné à constituer un conseil d'investissement ni une recommandation en faveur (ou en défaveur) d'un type de décision d'investissement et ils ne peuvent être utilisés comme tels. Les données et les analyses antérieures ne doivent pas être considérées comme l'indication ou la garantie d'une analyse, d'une prévision ou d'une prédiction du rendement futur. Les renseignements sont fournis par MSCI « en l'état » et leur utilisateur assume l'entière responsabilité de l'usage qu'il en fait. MSCI, chacune de ses filiales ainsi que chaque personne participante ou liée à la collecte, à la saisie ou à l'élaboration de renseignements de MSCI (collectivement, les « Parties MSCI ») se dégagent expressément de toute responsabilité (notamment en termes d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, de pertinence, de non-violation, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier) en ce qui concerne ces renseignements. Sans préjudice de ce qui précède, une Partie MSCI ne peut en aucun cas être tenue responsable au titre de dommages directs, indirects, particuliers, collatéraux, punitifs, consécutifs (y compris, sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de toute autre nature. (www.msci.com).

« Bloomberg® » de même que l'indice agrégé Bloomberg – Obligations canadiennes et l'indice agrégé Bloomberg – Obligations mondiales sont des marques de service de Bloomberg Finance L.P. et de ses sociétés affiliées, y compris l'administrateur de l'indice Bloomberg Index Services Limited (« BISL ») (collectivement « Bloomberg »). Ces marques ont été concédées sous licence aux fins de certaines utilisations par La Société de Gestion AGF Limitée et ses filiales. Bloomberg n'est pas affiliée à La Société de Gestion AGF Limitée ou à ses filiales et elle ne donne ni approbation, ni appui, ni examen, ni recommandation à l'égard des portefeuilles et du Groupe de Fonds AGF. Bloomberg ne garantit pas la pertinence, l'exactitude ou l'exhaustivité des données ou renseignements relativement aux portefeuilles et au Groupe de Fonds AGF.

Placements AGF est un groupe de filiales en propriété exclusive de La Société de Gestion AGF Limitée, un émetteur assujéti au Canada. Les filiales faisant partie de Placements AGF sont Placements AGF Inc. (« PAGFI »), AGF Investments America Inc. (« AGFA »), AGF Investments LLC (« AGFUS ») et AGF International Advisors Company Limited (« AGFIA »). AGFA et AGFUS sont inscrites aux États-Unis à titre de conseillers. PAGFI est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuille auprès des commissions de valeurs mobilières à travers le Canada. AGFIA est réglementée par la Central Bank of Ireland et est inscrite auprès de l'Australian Securities & Investments Commission. Les filiales de gestion de placements d'AGF gèrent plusieurs mandats comprenant des actions, des titres à revenu fixe et des éléments d'actif équilibrés.

^{MD MC} Le logo « AGF » et toutes les marques associées sont des marques déposées ou des marques de commerce de La Société de Gestion AGF Limitée et sont utilisés aux termes de licences.

Le présent document ne peut être ni reproduit (en totalité ou en partie), ni transmis, ni rendu accessible à quelque personne que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de Placements AGF.

Date de publication : le 31 juillet 2024.